

Questions orales

Évidemment que cette question nous préoccupe. J'ai rencontré les représentants du Pool du blé de la Saskatchewan ce matin; nous avons eu de franches discussions à ce sujet.

Comme l'a mentionné le premier ministre, puisqu'une mise au point s'impose, le gouvernement a accordé une aide financière de 21,7 milliards de dollars aux agriculteurs du Canada au cours des cinq dernières années. Nous avons appuyé les agriculteurs par le passé. Nous allons continuer de le faire aujourd'hui comme demain.

Mme McLaughlin: Monsieur le Président, notre parti n'a pas à s'excuser d'avoir réclamé la justice et l'équité salariale pour des gens qui gagnent 18 000 dollars par année dans les hôpitaux fédéraux.

Des voix: Bravo!

Mme McLaughlin: Agriculture Canada estime qu'un agriculteur canadien sur dix et un sur trois dans les Prairies sont en danger de faire faillite. Ces chiffres sont éloquentes.

Le Canada rural sera dévasté. Les fermes et les collectivités rurales seront ruinées.

Le gouvernement assistera-t-il passivement à l'écroulement de l'économie des Prairies, comme à celle de l'Atlantique? Ordonnera-t-il dès maintenant un moratoire sur la dette agricole ou offrira-t-il une aide financière directe aux agriculteurs des Prairies pour qu'ils puissent tenir le coup et commencer la campagne agricole cette année?

M. Mazankowski: Monsieur le Président, il est évident que le chef du Nouveau Parti démocratique avait écrit ses questions d'avance et qu'elle n'a pas écouté mes réponses.

Je lui ferais remarquer qu'en ce qui concerne le transport du grain, elle ne peut pas être pour les deux côtés à la fois. Elle ne peut pas prétendre défendre les intérêts des agriculteurs et ceux des chefs syndicaux en même temps. Elle l'apprendra rapidement, j'en suis sûr.

En réalité, nous avons eu, au cours des deux derniers jours, une discussion très sérieuse sur l'avenir de l'agriculture. Les politiques ont été examinées très sérieusement. Il y avait 1 800 personnes de tout le Canada qui représentaient tous les aspects de l'industrie agricole. Nous nous sommes réunis pour imaginer et proposer de nouvelles solutions et de nouvelles politiques pour l'avenir.

La difficulté provisoire causée par l'écroulement des prix du grain et la réduction correspondante des revenus agricoles est évidemment étudiée en profondeur. Je peux garantir à la députée que notre parti a toujours pris à

coeur les intérêts des agriculteurs et qu'il le fait encore aujourd'hui.

[Français]

Mme McLaughlin: Monsieur le Président, il semblerait que ce gouvernement croit que les lois du marché ne devraient s'appliquer qu'aux agriculteurs et non pas aux banques. Les taux d'intérêt élevés et un dollar canadien fort ont eu pour effet de réduire dramatiquement le revenu des agriculteurs à un niveau inférieur à celui des années 30. Quand ce gouvernement va-t-il enfin permettre une baisse des taux d'intérêt et du dollar canadien?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je pense que les revenus des producteurs agricoles, en 1988 ont atteint quand même un niveau record sûrement dans plusieurs endroits du pays, tant au Québec qu'en Saskatchewan. Ceci est dû en grande partie aux interventions nombreuses du gouvernement fédéral qui est toujours venu en aide aux cultivateurs canadiens. La preuve de tout cela est la tenue depuis deux jours d'un congrès, d'un colloque national des plus intéressants sur les défis qui confrontent l'agriculture au niveau international dans les années à venir. Je pense que, compte tenu de l'importance de ce congrès, la direction du Nouveau Parti démocratique aura toutes les raisons au monde de féliciter le ministre de l'Agriculture, d'abord pour ses initiatives généreuses en faveur des cultivateurs, mais également pour les initiatives à venir en faveur des cultivateurs. Je me souviens, j'étais ici quand le gouvernement conservateur est intervenu de façon dramatique en faveur des producteurs agricoles de l'Ouest, que les néo-démocrates étaient contre comme ils sont contre des initiatives en faveur des producteurs agricoles du Québec.

* * *

[Traduction]

LES PÊCHES

M. George S. Baker (Gander—Grand Falls): Monsieur le Président, tous les pêcheurs et tous les travailleurs des usines de transformation du poisson de la côte est s'entendent sur le fait que la taille de la morue diminue depuis quelques années et que le gouvernement ne devrait pas accorder des permis à des pays étrangers ou souscrire à des quotas étrangers pour ce qui est des prises de calmar et de capelan, poissons dont se nourrit la morue au large de la côte est du Canada.

Je voudrais poser au ministre des Pêches et des Océans la question suivante. Pourquoi lorsqu'il a appris, à la suite de la publication récente d'un rapport scientifique, que depuis dix ans, le poids d'une morue de sept ans avait diminué de 50 p. 100 ou à peu près à Terre-Neuve et de plus de 50 p. 100 en Nouvelle-Écosse, le ministre a-t-il